

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 septembre 2021
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	36
• Voix	233
Pouvoirs	
• Nombre	4
• Voix	17
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	40
• Voix	250
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Pouban, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Cazalis, Christine Fournadet, Jean-Yves Arrestat, Philippe Baron, Francis Betbeder, Philippe Brethes, Pierre Cazères, Jean-Emmanuel Dargelos, Denis Lanusse, Patrick Maunas, Laurent Nolibois, Christophe Pugnetti, Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Daniel Arribère, Michel Chanut, Jean-Jacques Dané, Christian Ducos, Bernard Labadie, Antoine Lequertier, Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Monsieur Xavier Fortinon
- Pour les communautés de communes membres : Madame et Messieurs Pascale Réquenna, Didier Gaugeacq, Jean-Michel Le Bihan

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Charles Pelanne
- Pour la Région membre : Monsieur Alain Rousset
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe Castets, Michel Cuyaubé, Pierre Lajus, Philippe Latry, Jean-Marc Lescoute
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel Bareyt, Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Céline Salles

**OBJET : Affaires générales / Délégations au bureau****Exposé des motifs :**

Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

Il est rappelé au regard de l'article énoncé ci-dessus que : « le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1. du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
2. de l'approbation du compte administratif ;
3. des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 ;
4. des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
5. de l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
6. de la délégation de la gestion d'un service public ;
7. des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

L'article L. 5211-10 précise par ailleurs que, pour la complète information de l'assemblée : « lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant ».

Hors de ces matières limitativement énumérées, le comité syndical d'un syndicat mixte ouvert à la carte est libre de déterminer les domaines et compétences dans lesquels il juge bon de procéder à des délégations de pouvoir tant au président qu'au bureau.

Considérant les besoins de fonctionnement au quotidien de l'établissement, et dans la mesure où le bureau constitue l'instance destinée à examiner les affaires courantes, nécessitant des réunions relativement fréquentes (plusieurs fois par trimestre), il est proposé que le comité syndical délègue au bureau les attributions suivantes :

En matière de commande publique

- * Toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres et techniques d'achat prévues à l'article L.2125-1 du code de la commande publique, d'un montant inférieur au seuil défini par décret et strictement supérieur à 50 000 € H.T. (marchés passés selon la procédure adaptée prévue à l'article L.2123-1 et suivants du code de la commande publique) ainsi que leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- * Toute décision (dont évaluation et niveau d'appréciation des besoins) concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement
 - des contrats portant délégation de service public passés dans les formes établies par les lois et règlements,
 - des accords-cadres et des marchés strictement supérieurs à 50 000 € HT, y compris les avenants,
- * Établissement du programme fonctionnel dans le cadre de la procédure du dialogue compétitif prévue au code de la commande publique,



En matière juridique

- * Actions à intenter en justice au nom de l'Institution Adour,
- * Passation de protocoles d'accord transactionnels,
- * Détermination du montant d'indemnités diverses,
- * Engagement de procédure d'enquête publique et approbation du dossier d'enquête publique en lien avec la gestion quantitative,
- * Engagement des procédures d'expropriation si nécessaire,

En matière de représentation extérieure

- * Attribution de mandats spéciaux aux élus membres du comité syndical et remboursement des dépenses correspondantes,
- * Approbation des modalités de prise en charge par l'Institution Adour des frais de déplacements, transports, hébergement, repas de tiers,

En matière administrative et réglementaire

- * Approbation des conventions de formation des élus et du personnel,
- * Approbation de conventions avec toute personne morale ou physique, hors convention de stage pour accueillir des personnes en cursus de formation,
- * Approbation de la durée annuelle de temps de travail et des modalités de télétravail,

En matière patrimoniale

- * Négociations et concrétisation des acquisitions et cessions foncières - échanges - rétrocessions-droit réels octroyés sur les propriétés de l'Institution Adour ou octroyés au bénéfice l'Institution Adour.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'approuver les délégations de pouvoir au bureau telles que listées ci-avant.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE